Le véritable aspect de la «rébellion» des Colonies Africaines

Nous avons, au cours de l'année 1941, décrit dans diver articles (1) ce que fut ce mouvement révolutionnaire des 26, 27 et 28 Août 1940 qui devait libérer de la tutelle de Vichy — et du même coup de l'emprise allemande menaçante — l'Afrique Equatoriale et le Cameroun. Mais un fait ne nous semble pas avoir été mis suffisamment en évidence, c'est le caractère réellement populaire, national et discipliné de cette " révolution. "

" Rébellion militaire " ; " acte inconsidéré d'une poignée d'officiers et de sous-officiers " ; " coup de force militaire sans portée immédiate et sans lendemain possible ", tels furent alors les avis des augures de l'hôtel du Parc. Deux ans ont passé depuis.

L'A.E.F. et le Cameroun rentrés dans la guerre aux côtés des alliés ont prouvé par leurs apports militaires et économiques à l'effort de guerre commun, que le mouvement était sain en lui-même et profitable à tous. Deux ans de guerre librement acceptée ont prouvé aux plus aveugles que "le coup de force militaire" était en réalité un acte revolutionnaire profondément populaire et national. Aucune indiscipline dans cet acte merveilleusement spontané, mais bien obéissance la plus complète à la vraie "discipline française", exercice du droit naturel et sacré qu'ont tous les hommes de refuser d'obéir à des lois injustes.

Mouvement profondément populaire, issu du fond même du peuple français, disons-nous. Oui, car les hommes qui ont fait ce mouvement sont en majeure partie — tout comme ceux qui mènent la résistance en France — de simples citoyens, jeunes officiers et sous-officiers, modestes fonctionnaires ou petits colons. Ce sont eux qui, par leur appui désintéressé, ont donné à quelques chefs courageux la possibilité de répondre "non" aux ordres que leur intimaient les traîtres.

L'armée, en prenant à Brazzaville notamment, la tête du mouvement, n'a été que l'instrument naturel de la volonté française qui, une fois de plus, s'est affirmée nationale et populaire en son essence

* * *

Le Commandant Delange qui fut l'un des principaux artisans de la libération à Brazzaville est aujourd'hui colonel dans l'armée de Syrie

Pour nos lecteurs qui n'ont pas lu les articles parus précédemment sur ce sujet nous résumerons rapidement les préliminaires du mouvement.

Dès l'annonce des pourparlers en vue de la conclusion d'un armistice avec l'Allemagne, l'A. E. F. et le Cameroun ont joué leur rôle dans le concert de voix françaises qui s'est alors élevé dans le monde afin d'inciter le Gouvernement de Bordeaux à se transporter en Afrique du Nord et à continuer avec l'Empire la guerre aux côtés de la Grande-Bretagne.

Différents organismes, associations ou chambres de Commerce locales adressaient des motions ou des appels aux autorités coloniales ou métropolitaines pour leur demander la constitution d'un *bloc africain*.

Des manifestations diverses eurent lieu dans les centres. démontrant l'inquiétude croissante de l'opinion publique et le désir des populations de répondre à l'émouvant appel du général de Gaulle.

Le 23 juin, dans une allocution radiodiffusée, le Gouverneur Général de l'A. E. F., M. Boisson, demandait à tous de " garder, dans l'angoisse des heures qui passent, le calme et le recueillement qui s'imposent. . "; il disait ", avoir pris contact avec les Gouverneurs Généraux et les Résidents Généraux du *bloc africain* " et qu'il lui appartiendrait bientôt " non pas de formuler des vœux mais de nous engager tous ".

Ces paroles ne calmèrent pas l'émotion profonde soulevée par la nouvelle de la signature de l'armistice franco-allemand. Du monde entier arrivaient au Maréchal Pétain des messages proclamant la volonté de l'Empire de poursuivre la lutte. Le Général de Gaulle avait constitué à Londres un Comité National avec l'accord et l'appui du Gouvernement Britannique.

Mr. Boisson interdit toute réunion ou manifestation et se refusa formellement à transmettre au Gouvernement de Bordeaux les vœux des Associations d'A.E.F.

Il calmait cependant pour un temps les esprits en promettant de définir sa position. En fait, il ne définit rien et demanda à tous d'attendre et de lui faire confiance. L'attitude de l'A E F., laquelle ne représentait d'après lui qu'un apport mineur dans l'ensemble des forces de l'Empire, ne devait pas être différente de celle prise par l'Afrique du Nord et l'A.O.F. et il convenait de " laisser à la situation le temps de se préciser et aux hommes, sur qui pèsent de lourdes responsabilités, le temps de se concerter. " A ces paroles qui ne cherchaient qu'à nous abuser, Mr. Boisson ajoutait des menaces à l'adresse des patriotes qui, selon son expression, " manquaient de calme ". Il déclarait que ce manque de calme ne serait pas toléré, qu'il ne céderait à aucune sommation de l'opinion publique. Le Gouverneur Général de l'A.E.F., arrivé par la politique, avait déjà partie liée avec les bas politiciens de Vichy. Dès cet instant nombreux furent ceux qui, sans connaître encore les vraies raisons, de cette attitude comprirent que M. Boisson n'avait qu'un but : naufrager le " bloc africain ".

Mais ce haut dignitaire de la République avait un autre but, un but personnel : s'asseoir dans le fauteuil du Haut-Commissaire de l'Afrique Noire à Dakar et toute sa conduite s'explique par cette ambition.

En effet, un soir la radio de New-York annonçait cette nomination. Ce fut un beau tintamarre dans les milieux gaullistes de la colonie car dès lors, tout devenait clair, tout s'expliquait Bien entendu M. Boisson s'empressa de démentir la nouvelle. mais n'en fit pas moins en vitesse ses malles.

(1) *France d'Abord* n° 1 — *28 août 1940, jour de libération et d'espérance*
" n° 3 — *La " rébellion " libératrice*
" n° 15 — *Les trois glorieuses*

Le montage de notre première page a été exécuté par les typographes de l'AVENIR COLONIAL BELGE à Léopoldville

Les commentaires allaient leur train, malgré les démentis. La confiance dans le "Chef responsable" s'en allait. Mais celui-ci ne cherchait qu'à gagner une semaine ou deux. Sa décision était prise depuis longtemps. Pour arriver à ses fins, il lui fallait résister adroitement à l'opinion publique. Voyant venir la crise, il usa de beaucoup de sens psychologique procédant " par étapes successives ", selon sa propre expression (rapport envoyé à Vichy dès son arrivée à Dakar, dont extraits ont été publiés dans " France d'Abord n° 6-7.) Il ne recula devant aucun mensonge pour abuser quelques jours de plus la population.

Et un silence total se fit sur l'occupation de la France, Cependant, au début de juillet, il crut le moment favorable pour se découvrir et le 6, dans une déclaration radiodiffusée, il définissait enfin sa position, celle qu'il imposait à l'A. E. F. Après nous avoir informé de la non constitution du bloc africain, il nous exposait en phrases adroites certes et qui paraissaient sincères son " douloureux débat de conscience ".

Il rappelait qu'en sa qualité de chef, d'ancien combattant, de grand mutilé " meurtri dans sa chair ", il avait le droit de parler en chef et de nous dire où était notre devoir de Français. Il invoquait ces " impérieuses raisons françaises " qui avaient, disait-il, décidé de l'attitude des Gouverneurs et Résidents Généraux et des grands chefs militaires de l'Empire. Mais ces raisons, ces impérieuses raisons françaises, il confessait ne pas les connaître. Il terminait cependant en affirmant l'intégrité de l'A. E. F. et qu'il ne faillirait pas à son devoir de la conserver intacte.

Mais Mr Boisson se souciait peu de l'A. E. F. et tout ceci n'était que verbiage destiné à faire accepter la nouvelle, bientôt confirmée, de son départ pour Dakar. Et le chef désintéressé et hautain qui, le 6 Juillet, nous déclarait qu'il n'attendait rien de personne, le 13 annonçait officiellement sa nomination et le 20 prenait l'avion pour Dakar. Le drame de conscience que cet ambitieux sans scrupules avait eu la cynique impudence d'étaler à nos yeux, n'était qu'un vulgaire drame d'intérêt. Les braves gens de Brazzaville et d'ailleurs, trompés jusqu'au bout, n'y avaient vu que du feu. Ils ignoraient, pour la plupart, les compromissions antérieures de Mr. Boisson et son ambition maladive et démesurée.

Le 19 Juillet, Mr Boisson faisait ses adieux à ses administrés. Son dernier discours fut celui d'un mégalomane de l'autorité. Il considérait la partie comme gagnée.... pour lui, et ne faisait plus de sentiment. Il commandait tout simplement. C'est alors qu'il commit sa première grosse faute : aux Français qui l'écoutaient navrés et la rage au cœur, il ne parla que de ravitaillement. On attendait de lui les mots qui justifieraient son attitude. Il nous entretint des stocks d'épicerie qu'on était en train de mettre à terre à Pointe-Noire. Ces Français qu'il avait abusés, bernés depuis le début, ces Français qui ne l'avaient pas jeté hors de l'A.E.F. parce qu'ils avaient cru jusqu'au bout en lui, en son patriotisme, en son honnêteté, n'étaient plus pour lui que de méprisables consommateurs. Cette allocution est connue à Brazzaville sous le nom de « discours aux tubes digestifs ».

A M. Boisson succédait le Général Husson. Le nouveau Gouverneur Général était un personnage falot, complètement dominé par son chef hiérarchique, le nouveau Haut Commissaire de Dakar. Son attitude ne laissait aucun espoir Les patriotes décidèrent d'agir

* * *

Si nous nous sommes étendus un peu longuement sur le rôle joué par le Gouverneur Général Boisson, pendant la période qui a suivi immédiatement les armistices, c'est qu'il fut déterminant. Il domine toute la politique française de l'A. E. F. et du Cameroun, à cette époque. Nous dirons même qu'il eut pu être un facteur essentiel dans la formation du *bloc africain* et que M. Boisson pouvait, en donnant le signal par son ralliement, être à l'origine de la constitution de ce bloc. Le Gouverneur du Cameroun, M. Brunot avait bien essayé de rallier son territoire, mais ses efforts restèrent infructueux en raison précisémment de l'attitude expectante du Haut Commissaire de l'Afrique Noire. D'autre part, la personnalité de M. Boisson, grand blessé de guerre, encore jeune, intelligent et énergique, chef colonial dans toute l'acception du mot en imposait à tous et explique que le ralliement n'ait pu être réalisé plus tôt : malgré tous ses discours nous avions encore confiance en lui.

* * *

Les faits qui suivirent le départ de M Boisson sont des faits d'histoire qui méritent d'être relatés successivement et par rapport aux lieux où ils se déroulèrent.

Trois faits essentiels, qui déterminèrent tous les autres. Nous les citerons successivement.

Ce sont les ralliements du Tchad le 26 août 1940 ; du Cameroun, le 27 août ; de Brazzaville, le 28 août.

Ces trois ralliements provoquèrent tous les autres. Celui du Tchad eut le mérite, de déclencher le mouvement général. Celui de Brazzaville, exécuté par les armes, permit l'expulsion des chefs vichystes et sanctionna en quelque sorte officiellement le nouvel état de choses.

Au Tchad

Comme dans toutes les autres colonies du groupe — comme partout d'ailleurs où se trouvaient des Français — la nouvelle de la demande d'armistice provoqua au Tchad une stupeur et une désolation d'autant plus fortes que depuis un an cette partie de l'A. E. F., placée comme un bastion avancé près des l'ennemi, se préparait à la guerre et attendait sous les armes. Mais bien vite l'espoir renaissait : *le bloc africain*, dont tout le monde parlait, s'imposait à tous comme une réalité de guerre, absolument nécessaire et seule chance de salut pour notre patrie. La population de Fort-Lamy réunie au cercle européen, manifestait en faveur du " Bloc africain ". Et cette idée s'était si bien imposée à tous les esprits que M. Eboué, dans une lettre datée du 20 juin n'hésitait pas à exposer au Gouverneur Général Boisson ses vues personnelles sur les mesures administratives, économiques et monétaires à envisager. Les réponses furent tardives, équivoques. Il était visible que l'attitude de M. Boisson, d'abord empreinte du plus pur patriotisme, se modifiait. Dès cet instant le Gouverneur Eboué envisagea de détacher le Tchad de l'A. E. F., cette partie de l'Empire français, base stratégique essentielle, ne pouvant risquer de tomber aux mains de l ennemi.

Vers la fin juin, l'attitude du Gouverneur Général ne fit plus de doute pour les esprits avertis. Les menaces non voilées que contenaient ces dernières allocutions radiodiffusées faisaient présager que très prochainement il prendrait nettement position en faveur de Vichy. Le Gouverneur Eboué n'hésita plus. Il demanda au gouverneur de Nigéria un représentant pour conférer Mr. Adams arriva le 6 Juillet à Fort-Lamy. Il est utile de faire remarquer que la venue de cet émissaire coïncidait avec la prise de Kassalla. Ce revers était l'indication de la grande faiblesse des effectifs anglais au Soudan, et avait ému les Anglais eux mêmes qui, incertains du lendemain, ne firent aucune pression sur les territoires français voisins. Ce fait a une importance capitale car les hésitations des autorités anglaises locales — qui craignaient à cette époque une attaque à travers l'Afrique Occidentale, et qui pour cette raison n'incitèrent en aucune façon les colonies françaises à se rallier au Général de Gaulle — sont la preuve que le mouvement était bien l'expression même d'une volonté essentiellement française. C'est ainsi que la venue de M. Adams à Fort-Lamy, qui aurait pu déterminer tout de suite le ralliement, l'a en réalité retardé. Quoiqu'il en soit, le représentant anglais conféra avec les autorités françaises puis repartit pour Lagos non sans avoir laissé à Fort-Lamy un agent de liaison. L'administrateur Laurentie accompagne M. Adams. Il est porteur d'une lettre pour le Général de Gaulle, lettre manuscrite, de la main même du Gouverneur Eboué, dans laquelle celui-ci déclarait notamment que " dans l'esprit de la discipline la plus haute il ne reconnaissait d'autre autorité que la sienne."

Message de « France d'Abord » au Général de Gaulle

Le journal " *France d'Abord* " organe des Français Libres d'Afrique a envoyé au général de Gaulle, à l'occasion du second anniversaire du ralliement de l'A.E.F. et du Cameroun, le télégramme suivant :

" *A l'occasion du deuxième anniversaire du ralliement de l'A. E. F. et du Cameroun, le journal " FRANCE D'ABORD " vous assure des sentiments de Fidélité, de Reconnaissance et d'Espérance de tous les Français Libres d'Afrique unis dans le combat pour la libération de la Patrie.* "

Entre temps, M. Boisson s'était à peu près découvert. Si des doutes pouvaient encore, pour certains, subsister sur sa position, ils étaient plutôt d'ordre psychologique, car personne ne pouvait croire encore à une trahison doublée d'une telle duplicité. L'irritation montait au Tchad où le sentiment gaulliste devenait extrêmement vif. Dès le début de Juillet, nombreux furent les patriotes qui s'employèrent activement à préparer le ralliement. Parmi eux nous citerons l'Adjoint Principal des Services Civils Sinibaldi, dont l'action fut très importante dès ce moment et M. Le Thomas, chef du poste de radio, dont le dévouement à toute épreuve permit une liaison régulière avec la Nigéria et le Général de Gaulle.

M. Boisson passa à Fort-Lamy se rendant à Dakar. La population est hostile. A l'arrivée quelques personnes; au départ personne. Cependant il n'y eut pas d'incident, car très adroitement l'entourage de M. Boisson avait fait courir le bruit que le nouveau Gouverneur Général, le Général Husson était près de se rallier au Général de Gaulle. Cependant M. Boisson donna l'ordre de renvoyer l'agent de liaison anglais qui partit, mais emporta une lettre et un rapport détaillé de M. Eboué pour le Général de Gaulle en réponse à un message de ce dernier. Cette lettre est datée du 27 juillet 1940 et le rapport qui l'accompagne définit la situation à cette date et conclut à un ralliement pur et simple dans le cas où M. Boisson ne modifierait pas son attitude. Nous ne pouvons d'ailleurs mieux faire que de livrer à nos lecteurs quelques extraits de ces documents.

Extrait de la lettre expédiée de Fort-Lamy le 27 Juillet 1940 au Général de Gaulle.

Mon Général,

Les autorités britanniques m'ont fait parvenir votre message. J'ai l'honneur de vous exprimer ma particulière gratitude pour les encouragements qu'il me donne.

Je me permets de vous exposer dans la note ci-jointe l'état actuel du Tchad et les obstacles qui m'empêchent de mettre en application la politique totale que je voudrais. Je puis vous assurer dans tous les cas que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour servir le pays comme nous l'entendons. Si je suis contraint de tenir compte des difficultés qui me sont faites, je garderai pour principe que vous seul avez su choisir une ligne conforme à l'honneur et à l'intérêt de la France.

Je vous prie d'agréer, Mon Général, l'expression de mon respect et de mon admiration.

Signé : Éboué.

Extrait de la Note sur la situation politique et militaire du Tchad.

Etat d'esprit de la population à l'armistice. — Le Tchad, à la différence de la plupart des autres colonies se préparait directement à la guerre depuis plus de deux ans. Toute l'activité militaire était orientée vers ce but, toute l'activité administrative s'y trouvait subordonnée. A la mobilisation, de nombreux renforts, cadres européens et tirailleurs indigènes, furent incorporés sur place ou amenés des autres territoires. L'indécision de l'Italie devait provoquer une impatience, que sa déclaration de guerre du 10 Juin détendit enfin. Bien que les nouvelles de France fussent mauvaises, on conçut alors une sorte de satisfaction à voir s'accomplir l'événement qui donnait un sens à cette longue inaction

L'armistice, quelques jours plus tard, sauf la douleur qu'il apportait à tout Français devait créer ici une excitation locale. On n'allait pas déposer les armes avant d'avoir commencé ce combat attendu. Les cadres européens dans leur immense majorité eurent la certitude qu'une inaction française emporterait toute l'Afrique. Leur rôle prochain les intéressait d'autant plus que la guerre au Tchad, sans grand attrait par elle même, formerait un peu la relève des armées de France.

. . . . . .

Hésitation des chefs. — Avant et après la mise en vigueur de l'armistice M. Boisson, Gouverneur Général de l'A. E. F., adressa au Gouverneur du Tchad deux télégrammes très vigoureux qui donnèrent à tous l'impression que l'action africaine commençait Ces télégrammes rencontrèrent l'adhésion générale puis ce fut le silence ou presque.

. . . . . .

L'état de guerre plaçait le régiment du Tchad sous le commandement stratégique du Général Aubert qui, de Zinder devait diriger les opérations des confins. Au point de vue administratif cependant le Général Husson, Général Commandant Supérieur de l'A. E. F., continuait à régir ce même régiment.

Tandis que M. Boisson prononçait enfin un discours radiodiffusé, puis un autre, tous deux dilatoires et insuffisamment précis, touchant l'honneur national, tandis qu'entre temps le même M. Boisson démentait qu'il fût nommé Haut-Commissaire de l'Afrique Noire, alors qu'il devait bientôt occuper ce poste, le Général Aubert envoyait au Colonel Marchand des instructions franchement anti-anglaises et expédiait à Fort-Lamy un certain Capitaine Guillard, de l'Etat-Major de Dakar, pour amener l'opinion à accepter l'armistice et à suivre les ordres de Bordeaux.

De son côté, le Général Husson faisait savoir que le Général Aubert n'avait plus rien à voir avec le régiment du Tchad et donnait à son tour des instructions très différentes des siennes, mais par trop imprécises.

. . . . . .

Position du Gouverneur. — Le Gouverneur du Tchad ne pouvait dès le début, concevoir une autre position que celle de la résistance. Il devait rester en cela d'accord avec la plupart des fonctionnaires et des militaires. . . . . .

. . . . . .

On piétinait. Mais le Gouverneur ayant télégraphié directement au Gouverneur Général de la Nigeria pour lui demander de lui envoyer un représentant, le 6 juillet, M. Adams, Gouverneur des Provinces du Nord de la Nigeria, arriva à Fort-Lamy. Des entretiens qu'il eut ici avec le Gouverneur, de l'envoi qui s'ensuivit d'un fonctionnaire d'ici à Lagos et du maintien à Fort-Lamy, jusqu'aujourd'hui d'un Administrateur anglais se dégagèrent les lignes d'une méthode pratique qui cherchait à tirer le meilleur ou le moins mauvais parti possible de la situation telle qu'elle était déterminée par les facteurs qu'on vient d'exposer.

. . . . . .

Impatience de l'opinion publique — Cependant la nervosité s'accentuait. L'attitude indécise des grands dignitaires créait un véritable désarroi qui atteignait même à présent certains éléments avertis de la population indigène.

La politique à façade économique, tout en ralliant certains défaitistes éclairés, ne pouvait être comprise de certaines personnes simples et ardentes notamment des sous-officiers. Plusieurs d'entre eux partirent pour la Nigeria avec de l armement.

Passage de M. Boisson et du Général Husson. — M. Boisson rejoignant son nouveau poste de Haut-Commissaire de l'Afrique Noire à Dakar, arriva à Fort-Lamy le 23 juillet, accompagné du Général Husson lequel devenait Gouverneur Général par interim de l A. E. F.

Tous deux prononcèrent des discours devant la population européenne.

On y retrouvait la trace de leurs préoccupations personnelles plus que le souci de répondre aux questions que chacun se posait ici. Ainsi l'effet en resta-t-il équivoque.

On s'efforça pourtant d'en dégager les idées principales, savoir : ancun abandon de territoire, résistance aux Italiens s'ils attaquent, accords commerciaux avec l'Angleterre, sans contre partie politique.

Attitude expectante en général, avec l'arrière pensée qu'on se réserve de reprendre la guerre à la première occasion favorable, préparation morale et matérielle de la guerre.

Il n'a été parlé en termes précis ni de l'armistice, ni de la solidarité franco-anglaise, ni en général des points qui étaient le plus sensibles au public. L'accueil fait à M. Boisson a été dans l'ensemble plus que froid.

Etat actuel de la question. — Le public ignore plus que jamais où il en est. Tantôt l'on se plaît à constater la partie positive des déclarations faites et à penser qu'elles contiennent des promesses inexprimées, tantôt l'on redoute qu'elles ne servent à attirer par surprise à la politique de Vichy.

LA RÉPONSE DU GÉNÉRAL DE GAULLE A NOTRE JOURNAL

En réponse au télégramme qu'au nom de ses lecteurs, le journal " *France d'Abord* " avait envoyé au Général de Gaulle, à l'occasion du second anniversaire des " Trois Glorieuses ", le Chef de la France Combattante nous a adressé le télégramme suivant :

" *Très sensible à votre télégramme, j'adresse au journal " FRANCE D'ABORD " mes meilleurs vœux et mon cordial salut.*

Signé : ***Général de GAULLE.***

On se trouve soumis au régime de la douche écossaise.

L'interdiction de correspondre en messages chiffrés, conformément aux clauses de l'armistice, a été signifiée officiellement ; la démobilisation de 1.600 réservistes indigènes, à vrai dire de peu de valeur, l'a été également.

Les départs pour la Nigeria ne sont pas répétés mais le désarroi subsiste. Le départ, prescrit par M. Boisson, du représentant de la Nigeria ne fera que l'accroître. . . . . .

. . . . . .

Définition de la situation. — Trois solutions se présentent à l'esprit :

Ou la politique de M. Boisson évoluera dans le sens de l'honneur national, c'est à dire vers une entente précise avec nos alliés, et en pareil cas, nos vœux les plus chers seront réalisés ;

Ou elle restera dans l'expectative actuelle et. en pareil cas, nous tiendrons le contact avec la Nigeria, afin, sans gloire mais utilement. de garder la position, avec le moins de désavantages possibles pour la France et ses alliés ;

Ou M Boisson se tournera nettement vers le pseudo-gouvernement Français, et, en pareil cas, *nous exécuterons les instructions du Comité National de Londres.* . . . . .

. . . . . .

C'est ainsi qu'en cette fin Juillet 1940 se présentait la situation du Tchad après le passage de M. Boisson. Les esprits étaient échauffés dangereusement. On attendait un jour ou l'autre une commission d'armistice et un nouveau Gouverneur nommé par Vichy. Certains particuliers commencèrent à organiser la résistance. Il faut citer parmi eux M. Le Thomas qui, décidé à tout, avait en permanence, sur le champ d'aviation, un camion prêt pour faire capoter l'avion amenant la commission d'armistice ou le nouveau Gouverneur. A cette époque de l'année on ne pouvait arriver à Fort-Lamy qu'en avion.

Le début du mois d'Août fut marqué à Fort-Lamy, comme ailleurs, par une période de dépression. Les nouvelles de l'activité déplorable du Gouvernement de Vichy, l'annonce de l'agitation qui régnait un peu partout dans les colonies et notamment au Cameroun et à Brazzaville, le retard dans le ralliement qui paraissait à tous inexplicable ; tous ces faits concouraient à alourdir l'atmosphère. Et les esprits se durcissaient dans l'épreuve ; les combinaisons s'échafaudaient ; certains — des sous-officiers notamment — passèrent encore la frontière avec leurs armes, quand enfin, le 13 Août un télégramme du Général de Gaulle annonça l'arrivée d'un représentant. Dans le même temps les autorités anglaises télégraphiaient : " trois officiers envoyés par Général de Gaulle viennent d'arriver à Lagos. L'un d'entre eux se rendra à Fort-Lamy par premier avion. Tenez absolument secret ". Et l'attente commença dans le silence. C'est que les envoyés du Général de Gaulle hésitaient. Influencés par divers rapports ils pensaient commencer par le Cameroun. L'impatience grandissait à Fort-Lamy. Le 20, M. Eboué réunit les sous-officiers à la Résidence et leur demanda de prendre patience quelques jours. Enfin le 23 un nouveau télégramme annonçait l'arrivée de l'avion amenant le Délégué du Chef des Français Libres. C'était M. Pléven.

Il était accompagné du Commandant d'Ornano qui venait de "s'échapper" de Brazzaville et qu'envoyait le Général de Larminat. Le Commandant Marchand, Commandant militaire du Tchad était en tournée. Le Commandant Blochet le remplaçait. L'Administrateur Laurentie se rend à son domicile. Il était midi. Le Commandant Blochet venait de commencer son repas. M. Laurentie lui annonce l'arrivée imminente du Délégué. Blochet écoute, semble stupéfait. Puis il réalise. Sa fourchette retombe dans l'assiette. Il se lève et dit : "Mais c'est merveilleux Tout de suite je vais donner les ordres. Tout de suite ! " Et il part pour rassembler la troupe. Presque toute la population européenne de Fort-Lamy, aussitôt prévenue, se trouvait sur le champ d'aviation pour l'arrivée de l'avion. A tel point que M. Pléven et le Commandant d'Ornano en voyant cette foule et l'imposant service d'ordre crurent en instant à des préparatifs faits pour leur arrestation. Les vivats et les applaudissements et les sonneries joyeuses les rassénerèrent vite et ce fut au milieu de l'enthousiasme débordant de la population qu'ils mirent le pied sur le sol du Tchad.

Le même jour à l'hôtel du Gouverneur, M. Pléven fit une causerie aux fonctionnaires et aux militaires en service à Fort-Lamy. Et le lendemain, devant toute la population réunie au cercle, M. Pléven et le Commandant d'Ornano parlèrent de la France, du Général de Gaulle et de la nécessité nationale où se trouvait l'Empire de continuer à se battre. L'émotion soulevée par ces deux hommes, si sincères et si français, fut immense. Monsieur Eboué télégraphia alors au Colonel Marchand pour lui demander de revenir. Cet officier supérieur arriva en avion le jour même, soit le dimanche 25 août et eut au cours de l'après-midi une longue conférence avec M. Pléven, le Gouverneur Eboué et le Commandant d'Ornano. Et lorsqu'il lui fut démontré qu'en se ralliant il ne pouvait en aucune façon mener son régiment dans une aventure sans issue, mais au contraire qu'un tel acte ne pouvait, en toutes circonstances qu'être utile à la France et pour tout le moins tout à son honneur, le Commandant n'hésita plus et donna de tout cœur son adhésion au mouvement.

Et le 26 août c'était le ralliement officiel, Une proclamation était lue à la mairie devant toute la population de Fort Lamy. Cette proclamation, radiodiffusée le 27 par Londres, portait dans le monde entier la nouvelle de la rentrée dans la guerre d une partie essentielle de l'Empire français

M. Pléven qui, dès le 26 août était reparti pour Lagos avait emporté avec lui ce document désormais historique. (1) Les communications à travers le Tchad étant difficiles à cette époque de l'année et aucun télégramme chiffré ne pouvant être expédié par ordre de la commission d'armistice, la brousse n'avait pu être prévenue et pourtant tous les Administrateurs et Officiers des postes de brousse suivirent le Gouverneur lorsqu'ils connurent sa décision et son attitude, exempte de toute ambiguïté. Un seul département cependant avait pu être prévenu à temps : le Moyen-Chari que commandait l'Administrateur Latrille et la réponse de celui-ci est bien caractéristique de l'état d'esprit des Tchadiens à cette époque. "Marchez, nous n'attendons que cela "

Et ce fut tout. Dès le 27 Août tout rentrait dans l'ordre, lequel en fait, ne fut jamais troublé. Il y eut relativement peu de défections. — Aucune parmi les officiers combattants. Tous ceux, militaires ou civils, qui ont demandé à partir sont partis. Les Anglais ont même prêté des avions.

Et c'est bien ce qu'il y a de plus remarquable, de plus étonnant — nous dirons même de plus merveilleux — dans ces extraordinaires journées, si pleines de sens national et pourtant si révolutionaires, que cette discipline dont pas un seul instant, chefs et subordonnés ne se. sont départie, véritable discipline française au sens plein du terme, et essentiellement populaire.

Et le Tchad, rentré dans la guerre, montrant l'exemple du courage le plus haut à tout l'Empire a, du même coup, relevé l'honneur de la France et démontré, encore une fois, la réalité toujours vivante du " miracle français ".

Le message de "France d'Abord" à M. Pléven, Commissaire National aux Colonies

Au moment où l'Afrique Française Combattante célébrait le second anniversaire de son ralliement à la *FRANCE COMBATTANTE*, notre journal adressait à *M. PLEVEN*, Commissaire National aux Colonies, le télégramme suivant :

"Au nom des patriotes qui, il y a deux ans, libérèrent l'Afrique Équatoriale Française et le Cameroun, le journal "FRANCE D'ABORD" vous remercie de votre message radiodiffusé du 26 Août et vous assure des sentiments dévoués et confiants des Français Libres d'Afrique.

Signé " *France d'Abord* "

Au Cameroun

M. Cournarie, Gouverneur du Cameroun, a exposé lui-même, dans ses grandes lignes l'histoire du ralliement du Cameroun. Nous ne pouvons mieux faire que de lui emprunter son texte.

" La première réaction du Cameroun à la nouvelle de l'armistice a été conforme à cet instinct profond qui dressait tout l'Empire contre la capitulation. Les télégrammes adressé au Maréchal Pétain et aux chefs des diverses colonies en sont autant de témoignages, de même que les réunions publiques organisées à Douala et à Yaoundé en présence des délégués britanniques, sous la présidence du Gouverneur Général Brunot.

(1) Lire le texte de la proclamation dans le corps du message de M. Pléven, Commissaire National, aux Français d'Afrique Française Libre, page 6.

Dès le 18 Juin la voix du Général de Gaulle trouvait un écho profond dans le cœur des Européens et des indigènes Le 15 Juillet un manifeste largement répandu, émanant des personnalités de Yaoundé, dressait un plan pour faire face à la situation nouvelle et sauver le territoire. Mais Vichy allait réagir. L'action clandestine de certains éléments défaitistes avait alerté le Gouvernement Pétain. Alors qu'un navire de guerre britannique, chaleureusement reçu à Douala, était encore à quai, l'Amiral Platon, chargé de mission, arrivait à Douala par air. Il se rendit à Yaoundé où il essaya de semer le désarroi, puis à Brazzaville dans le même but. Il revint à Douala une semaine plus tard. De sérieux incidents se produisirent à son départ. Le hangar de l'aéroport était décoré des drapeaux français et anglais. L'Amiral écouta avec stupéfaction l'allocution ou plutôt la prise à partie d'un haut fonctionnaire et fut obligé de subir un véritable interrogatoire.

Il répondit par une harangue écoeurante dont le résultat immédiat fut l'envoi du premier télégramme au Général de Gaulle pour demander des directives.

Cependant les navires britanniques arrêtèrent leurs visites. A leur place arriva le sous marin " Sidi Ferruch " ayant à bord un inspecteur des Colonies, chargé de réduire le mouvement de résistance. Il fut reçu par une délégation portant des drapeaux alliés, au cri de " Vive la France, Vive l'Angleterre ". L'agitation augmentait. Un nouveau comité unique est constitué à Douala et entre en rapport avec les camarades de Yaoundé et de la brousse. *Il prévoit un coup de force en cas de nécessité.* Plusieurs centaines d'adhésions sont immédiatement recueillies. En même temps les régions du nord du territoire s'organisent pour la résistance.

Le 30 Juillet l'appel du Général de Gaulle adressé aux co'onies comportait la décision d'agir ; nombreux furent ceux qui préférèrent ne plus attendre et qui partirent en Nigeria se mettre à la disposition de la France Libre

Cependant les éléments défaitistes augmentaient d'activité à Yaoundé où la situation était assez trouble. Mais beaucoup, espérant contre tout espoir, préférèrent demeurer sur place et lancèrent un appel pour l'envoi d'un Délégué de la Franee Libre.

Le 11 Août ce fut le premier contact avec le Co'onel Leclerc alors en Nigeria. La nomination par Vichy du nouveau Gouverneur Annet et du nouveau Commandant des Troupes. Claveau, devait précipiter les événements. Dans la nuit du 26 au 27 août débarquèrent à Douala, venus en pirogue de Tiko, le Colonel Leclerc et le Commandant De Boislambert avec vingt-trois camarades.

Les partisans prévenus gagnèrent les postes assignés. Et au réveil Douala trouva le Colonel Leclerc installé dans le bureau de la Place, et donnant des ordres. Tout s'était passé sans violence et sans effusion de sang.

Cependant une grande inquiétude règnait à Yaoundé. Toutes les communications coupées avec Douala laissaient prévoir des événements graves.

Les éléments défaitistes escomptaient déjà l'arrivée du nouveau chef et le triomphe de la trahison. Mais des camarades décidés à l'action occupèrent la gare. A 10 heures un seul coup de téléphone annonçait le succès du mouvement. L'attente fut longue. L'énervement augmentait quand la radio annonçait le ralliement du Tchad. Enfin à 17 heures 30, une draisine arrivait de Douala avec un officier inconnu envoyé par le Co'onel Leclerc au Co'onel Bureau. Cet officier repartit une heure après avec le Colonel Bureau non sans avoir annoncé l'arrivée des troupes.

A 16 heures, le lendemain, débarquaient deux compagnies qui occupèrent sans incident les points importants. Le ralliement se précipitait. Il y a quelques arrestations prudentes mais qui ne seront pas longtemps maintenues, puisque à de rares exceptions près, la France Libre accorde généreusement aux non-ralliés, la faculté de partir. L'appel du Colonel Leclerc assure le ralliement de toutes les régions

Le 29 août, le Co'onel Leclerc fait son entrée dans Yaoundé pavoisé. Le ralliement du Cameroun à la France Libre est un fait accompli. Le territoire est sauvé pour l'Empire, grâce au patriotisme des Français, au loyalisme des indigènes et à l'énergie des délégués du Général de Gaulle.

***

D'autre part, M. Brunot qui était Haut-Commissaire au Cameroun au moment du ralliement, a confié ses impressions, alors qu'il était à Londres, au journal " France " auquel nous empruntons ce qui suit :

" Le Gouverneur Brunot me raconte l'effet que produisit au Cameroun la capitulation : il partit en tournée, il réunit les Européens et les indigènes qui, partout, déclarèrent qu'ils voulaient continuer la lutte pour la France.

" J'envoyai immédiatement des câbles à tous mes collègues gouverneurs généraux et résidents généraux, pour dire que je continuais la lutte. Je télégraphiai également au Gouvernement, qui n'était pas encore le "gouvernement de Vichy." De ce dernier, aucune réponse pendant 15 jours.

"Des chefs des fédérations, peu de réponses : le gouverneur général de Madagascar, mon ami de Coppet, me câbla : " Madagascar décidée rester française jusqu'au bout, signé Gouverneur Général de Coppet et Général Abadie, commandant supérieur des Troupes. " De son côté, le Général Noguès, Résident Général au Maroc et Commandant en chef des Troupes d'Afrique du Nord, me répondit : " Je demande au Général Weygand de venir prendre le commandement des Forces de l'Empire pour continuer la résistance sur le plan national. Vous tiendrai au courant." Il ne l'a pas fait, du reste

" Enfin Deschamps. Gouverneur de la Côte Française des Somalis, me câbla : "La B.B.C dit que vous résistez aux côtés de l'Angleterre. Est-ce exact ?" Et c'est tout.

" Je comptais sur Boisson, grand mutilé de guerre, nommé au Cameroun par Marius Moutet, puis au gouvernement général de l'A E.F. Je l'aimais bien. Je suis son aîné, je l'avais appuyé dans sa brillante progression. Je lui envoyai mon secrétaire général: les troupes du Cameroun n'étaient pas sous mes ordres mais sous ceux du Général Husson à Brazzaville, qui depuis...

" Boisson, là, manque de franchise : il disait : " Les gouverneurs généraux et résidents supérieurs d'Afrique du Nord ne réagiront pas, ils doivent avoir des raisons que nous ignorons. Si seulement on pouvait constituer un bloc de l Afrique Noire, il serait capable de résister mais ce n'est pas possible.

Or, au moment où il disait cela il avait en poche sa nomination de Haut-Commissaire pour toute l'Afrique Noire, avec siège à Dakar.

" En réalité, le Gouvernement Général de l'A.O.F. avait été le rêve de sa vie, et c'est Vichy qui réalisait ce rêve. Ambitieux et têtu, une fois son parti pris, c'était un homme très redoutable et il l'a prouvé.

" Là-dessus, un potentat inconnu de nous, l'amiral de l aborde, que Vichy venait de nommer " Amiral des Tropiques " m'envoie le contre-amiral Platon qui, un beau jour, débarque d'avion, sans crier gare. Ce curieux personnage, mince et glabre, la figure en lame de couteau, me tint des raisonnements qui me stupéfièrent.

" Il prenait les choses de haut, avec un détachement admirable.

— La France disait-il, est battue. Elle doit tirer les conséquences de sa défaite.

— L'armée est battue, ai-je dit, mais la flotte l'aviation, l'or de la Banque de France, l'Empire tout cela restait au Gouvernement. Pourquoi n'a-t il pas continué ? Qu'allons nous devenir ?

— Nous n'avons p'us, nous Français, qu'à vivre dans la souffrance et dans le repentir, "répondit Platon.

— Je ne suis pas convaincu, amiral. Il y a aussi la puissance de l'Empire Britannique. "

Et cet homme qui venait pour obtenir la soumission du Cameroun à la capitulation me déclare : " Je prie tous les jours pour la victoire de la Grande-Bretagne, "

La réponse de M. Pléven Commissaire National aux Colonies A " *France d'Abord* "

En réponse au télégramme envoyé au nom de ses lecteurs par le journal " *FRANCE D'ABORD* à *M. PLEVEN*. Commissaire National aux Colonies, celui-ci a envoyé le message suivant :

" *Je vous remercie de votre message. A la vaillante rédaction de " FRANCE D'ABORD " ainsi qu'à tous les Français Combattants de la première heure, j'envoie mon souvenir fidèle et mes amitiés.*

Signé : *Pléven.*

" Je n ai pas à discuter votre devoir de marin, ai je encore dit, mais j'ai, moi, le sentiment de notre devoir ici envers les indigènes. Notre œuvre est magnifique : la prospérité apportée, la maladie du sommeil vaincue, l'instruction, tout parle pour nous.

" Mais si nous cédons vous savez bien ce qui va arriver : à Dakar on peut encore se faire des illusions, s'imaginer qu'on sauvera l'A O F. des griffes des Allemands, mais le Cameroun lui, est sûr de retomber. Tout ceux, surtout les jeunes, qui ont eu confiance en nous, qui travaillent avec nous seront l'objet des plus terribles représailles, non seulement des envahisseurs, mais des vieux chefs indigènes qui avant 14 avaient été les créatures du germanisme

"Et économiquement, comment subsister sans une entente avec la Nigeria britannique ?"

— *Si vous persistez à jouer les Don Quichotte, répondit Platon, l'Amiral de Laborde enverra le "Bougainville" et des sous-marins, et il reste à Dakar assez d'avions modernes pour vous mettre à la raison, vous qui n'en avez pas et ne commandez même pas les troupes.*"

" De fait, quelques jours après, deux sous-marins arrivaient à Douala, et il fallut temporiser, pendant que Vichy envoyait un inspecteur des colonies, Huet, voir pourquoi je laissais les consuls britanniques sur place, et tâcher de savoir comment le mouvement de Gaulle se préparait.

" Ce n'est qu'à la fin d'août que réussirent les hardis coups de main qui donnèrent Douala et Brazzaville à la France Libre. Le terrain était préparé: vingt officiers et hommes, commandés par le Colonel Leclerc prenaient Douala par surprise et sans hésiter, montaient à Yaoundé par le train.

" Inutile de dire que les rails ne furent pas déboulonnés sur leur passage. Le Cameroun était libre "

Texte du manifeste publié à Yaoundé le 15 juillet 1940

Monsieur,

Les heures d angoisse que nous traversons, les incertitudes de l'heure présente, l'afflux de nouvelles tendancieuses et leurs commentaires désorientent notre conception du devoir.

Il est devenu nécessaire de mettre au point la situation.

Pour ce faire, nous nous sommes réunis quelques-uns étrangers aux théories de l'égoïsme et de la peur et nous avons décidé de soumettre à Monsieur le Gouverneur Général Brunot la synthèse de nos raisons de durer et de maintenir, celles-ci exposées dans le manifeste joint.

Etaient présents Messieurs Baudet, Brault, Bucheron, Crépin, Legrand et le R. P. Dehon.

Le chef du territoire a exprimé dans l'information confidentielle que vous trouverez jointe une réponse favorable à nos voeux communs.

Sa position est aussi ferme que nette. Voici les points les plus importants de notre entretien avec lui.

1° Un Conseil de Gouvernement, auquel Monsieur le Gouverneur Général donnera le droit d'informer et de contrôler, sera créé et se composera, sous la présidence du Haut-Commissaire de la République, de chacune des branches de l'activité du Cameroun.

2° La Grande-Bretagne à laquelle il a été fait appel en tant que membre de la S.D.N, assurera son concours au point de vue ravitaillement et vie économique.

3° Les militaires restant mobilisés et ayant à charge la défense du Pays, percevront une indemnité en relation avec les nécessités de la vie coloniale.

Enfin, ces directives nouvelles seront mises en œuvre très rapidement.

Il nous reste à nous réunir et faire taire par le spectacle de notre concorde, de notre foi en l'avenir, les voix insidieuses du défaitisme et de l'abandon.

Il nous reste à montrer notre volonté de maintenir, à celui qui, seul, a reçu du Gouverneur de la France Libre, la charge de conduire le Cameroun français vers ses destinées.

Chacun des signataires de cet exposé se met à votre disposition pour recevoir vos avis et vos suggestions.

VIVE LA FRANCE — VIVE LE CAMEROUN.

SIGNÉ : R. BAUDET, H. BRAULT, H. BUCHERON, M. CREPIN, E. LEGRAND, R P. DEHON.

Texte de l'information confidentielle du 8 juillet 1940

Le Cameroun est décidé à assurer par ses propres moyens, et en ayant recours à la force, s'il en est besoin, l'intégrité de son territoire contre toute agression, invasion ou introduction d'éléments hostiles ou susceptibles de troubler l'ordre public et sa sécurité.

Le mandat détenu par la France sur ce pays continue à être exercé — conformément aux dispositions du Pacte de la Société des Nations — par les représentants du Gouvernement et de l'Administration française.

Afin de permettre le plein accomplissement des obligations résultant du Mandat, le Cameroun demande à la Grande-Bretagne en sa qualité de membre de la Société des Nations, le concours nécessaire, en particulier dans les circonstances actuelles, pour assurer la vie matérielle des populations et maintenir l'activité économique du pays.

Le Gouverneur Général des Colonies,
Haut-Commissaire de la République Française.
Richard BRUNOT

A BRAZZAVILLE

Le ralliement de Brazzaville et du Moyen-Congo n'a été effectif que le 28 août 1940.

Mais, comme dans toutes les autres colonies du groupe et dès la fin de juin 1940, une grande partie de la population optait déjà de cœur pour la France Libre pensant d'ailleurs avoir en cela l'approbation de M. Boisson.

L'attitude de ce haut fonctionnaire d'abord franchement patriotique, puis toute d'expectative, ouvertement hostile enfin, devait provoquer très vite de vives réactions dans la population.

Ces réactions furent, à Brazzaville, chronologiquement les suivantes :

Le 20 juin, l'Association des pères de famille intervint vainement auprès de M. Boisson pour lui demander d'opter pour la résistance aux côtés des alliés.

Le 21 juin, les Anciens Combattants essayèrent d'organiser une réunion à laquelle devaient assister les membres de l'Association et tous les Français de Brazzaville. Cette réunion n'eut pas lieu après intervention de M. Boisson auprès du Président des Anciens Combattants.

Le 24 Juin de nombreux officiers, presque tous les sous-officiers de la garnison et des civils, fonctionnaires ou colons, se réunissaient à l'hôtel de la Poste que son propriétaire, M. Massé, patriote à toute épreuve, avait transformé en quartier général de la résistance. Le Général Husson fit interrompre cette réunion. Mais de nombreux assistants, militaires et civils, refusèrent de quitter la place et des incidents étaient sur le point de se produire quand M. Boisson dépêcha son Secrétaire Général qui parvint à ramener le calme en promettant que le Gouverneur Général définirait dès le lendemain sa position.

Nous savons que M. Boisson ne définit rien du tout et qu'il menaça ce jour-là les patriotes des rigueurs de la loi.

Cependant la rebellion couvait partout. Le départ de M. Boisson devait marquer le début de la phase active du mouvement.

Le nouveau Gouverneur Général, le Général Husson, brave homme que grisait cette nomination, était encore, lorsqu'il prit ses fonctions, sous la désagréable impression des huées et des coups de sifflets dont la population de Bangui avait salué M. Boisson, lors de son passage dans cette ville, en route pour Dakar.

Cependant son attitude du début empreinte de patriotisme, sa parenté avec un officier supérieur de l'armée britannique, ses hésitations aussi, toutes à l'honneur d'un honnête homme, firent espérer un moment qu'il donnerait suite au désir de ralliement manifesté par la majeure partie de la population. Il n'en fut rien. Le Général Husson, dûment chapitré par M. Boisson, avait complètement changé sa ligne de conduite. M. Boisson qui s'y connaissait en hommes, tout au moins en hommes taillés sur son modèle, l'avait acquis à sa cause en le faisant nommer Gouverneur Général. " Je savais, disait ce vieux soldat, que j'avais l'étoffe d'un divisionnaire, mais je ne croyais pas devenir un jour Gouverneur Général."

Les partisans du Général de Gaulle comprirent alors que l'attitude de leur nouveau chef ne laissait aucun espoir et qu'il fallait agir.

Dans le même temps parvenaient du Cameroun les échos de l'exaspération qui régnait dans tout le territoire. On apprenait les efforts tentés par le Gouverneur Brunot pour obtenir un ralliement général des colonies de l'Afrique Equatoriale à la France Libre. Les esprits s'échauffaient dangereusement. Des groupes se formaient dans tous les milieux et commençaient leur action.

C'est à cette époque que l'inénarrable contre-amiral Platon gratifia Aéfiens et Camerounais d'une visite. Reçu fraîchement à Douala où il avait menacé le Gouverneur d'envoyer des bateaux de guerre et des avions pour " mettre à la raison ces gens qui veulent jouer les Don Quichotte ", il arriva à Brazzaville incognito et en repartit sans tambour ni trompette, ayant compris, devant l'hostilité de la population, qu'il valait mieux ne pas insister. Il n'avait vu que le Général Husson et quelques personnes de son entourage... et aussi quelques vichystes notoires de Brazzaville. Nous n'avons gardé de lui que le souvenir d'épaulettes d'or passant en trombe, au fond d'une conduite intérieure.

Et l'agitation allait grandissante à Brazzaville. Mais la cohésion manquait entre les divers groupes de Français désirant continuer la lutte. Aucun chef, civil ou militaire, ne se présentait pour prendre la direction du mouvement. C'est alors que le 8 Août quelques Français (1) résolus à en finir se réunirent et décidèrent de créer une " Ligue patriotique pour la liberté et l'honneur ", dont le but immédiat était de dénombrer tous les Français désirant se rallier au Général de Gaulle, et de coordonner leurs efforts. Les délégués élus de ce groupement devaient, dans l'esprit des promoteurs, faire pression sur le Général Husson afin de l'amener à décider lui-même le ralliement ou même à prendre éventuellement toutes décisions qu'imposeraient les circonstances.

Immédiatement on passait à l'action. L'appel (2) qu'un délégué, M. Bégou, Adjoint Principal des Services Civils, faisait circuler dans Brazzaville fut couvert de signatures, malgré l'obstruction du Général Husson et les menaces contenues dans sa circulaire n° 213 C P du 17 Août.

Par ailleurs, plusieurs membres du Comité secret se mettaient en rapport avec divers éléments militaires pour établir un plan d'action et prenaient contact d'une façon suivie avec le Consul Général Britannique de Léopoldville auquel ils demandaient à plusieurs reprises d'intervenir auprès du Général de Gaulle, afin qu'il délégua d'urgence une personnalité qui se mit à la tête du mouvement et prît le commandement de la colonie.

C'est ainsi que divers patriotes de Brazzaville passèrent à Léopoldville pour se mettre en rapport avec le Consul Général Britannique. Nous citerons plus particulièrement. M. Gérard, Directeur de la Sedec, et l'Administrateur Géraud qui s'y sont activement employés, ainsi que MM. Neau et Balme. Un premier message est alors envoyé au Général de Gaulle par l'entremise des autorités anglaises.

L'Administrateur Géraud de son côté prenait contact avec les éléments militaires favorables au ralliement et se concertait avec le Lieutenant Guy de Boissoudy qui commandait une compagnie de Sara casernée à Brazzaville. D'autres officiers étaient prêts au mouvement : le Commandant Delange, le lieutenant Rougé (tué depuis en Syrie), le médecin-lieutenant Coupigny. On fait appel au commandant d'Ornano (tué depuis à Mourzouk, Libye italienne) pour prendre la tête du mouvement militaire. D'Ornano, forte personnalité, saharien éprouvé, était très aimé de ses subordonnés et notamment des sous-officiers. Il commandait en ce temps-là une compagnie à Pointe-Noire. Mais les communications téléphoniques sont surprises. D'Ornano et de Boissoudy sont considérés comme suspects. Le Général fait appeler d'Ornano pour l'envoyer au Tchad. D'Ornano a une violente altercation avec lui et, le samedi 17 Août, il passe au Congo Belge accompagné des Capitaines Marteau et Bonnet et du Sergent Ollivier. Le Commandant Delange accepte alors de prendre le commandement de la troupe.

Des réunions ont lieu, soigneusement tenues secrètes, tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre. Des plans s'échafaudent, encore incertains, dans tous les milieux de patriotes. Mais une prudence extrême est de plus en plus nécessaire. En effet, les autorités vichystes sont alertées et la basse police veille. Chacun se cantonne donc dans son milieu, afin d'endormir la surveillance. Quelques civils pourtant maintiennent le contact avec les militaires. Parmi eux, nous citerons plus particulièrement MM. Massé et de Puytorac dont l'action auprès des milieux de sous-officiers fut des plus efficaces.

Entre temps les patriotes continuaient leur propagande auprès de la population et dans les services administratifs. La " Ligue patriotique pour la liberté et l'honneur ", avait réussi à dénombrer les Français de Brazzaville désireux de continuer la lutte aux côtés du Général de Gaulle, ce qui avait permis de donner aux militaires des renseignements précieux sur les réactions de la population civile. Elle avait préparé l'opinion publique et largement contribué à créer l'état d'esprit qui devait permettre la réussite du mouvement.

On ne saurait trop insister sur ce point, car c'est, en effet, en très grande partie grâce aux efforts des promoteurs de la Ligue — malheureusement réduits par la force des choses à n'exercer leur action que dans le seul territoire du Moyen-Congo — que très peu de défections ont été constatées dans les circonscriptions administratives de ce territoire, après le ralliement. M. Bégou, malgré le traquage dont il était l'objet, continuait à circuler et à recueillir des adhésions. Les centres de résistance se constituaient dans les services où les promoteurs de la ligue et leurs amis se rencontraient. Un peu partout, les patriotes se réunissaient en secret en petits groupes pour ne pas attirer l'attention. Nous ne connaissons pas tous les lieux de réunions car, certains patriotes tinrent des réunions dans des maisons particulières. Les principaux centres de résistance étaient les domiciles de MM. Gérard, Balme et Massé et divers bureaux administratifs tels que la Direction du Personnel, dont l'Administrateur Géraud était Directeur avec comme adjoint l'Administrateur adjoint Titaux, le Service Zootechnique, dirigé par le Docteur Malbrant, le Service des Contributions Directes où opéraient les Adjoints Principaux des Services Civils Droux et Bégou. Ajoutons que le Docteur Malbrant dont l'activité fut toujours débordante voyait presque chaque jour le Médecin Général Sicé, qui était disposé dès les premiers jours à donner tout son appui aux patriotes et à couvrir le mouvement de sa haute autorité morale.

Dès le 17 août — jour où d'Ornano et ses compagnons passèrent au Congo Belge — il fut fait interdiction aux militaires de passer le Stanley Pool et un service de garde fut assuré aux points d'embarquement et sur la rive du fleuve.

Les patriotes redoublèrent de prudence sans diminuer pour cela leur activité.

C'est alors que la nouvelle de l'arrivée à Léopoldville d'un délégué du Général de Gaulle, le Colonel de Larminat, se répandit dans Brazzaville. L'émotion soulevée fut considérable et l'action de catalyse de cette nouvelle sur la population aida considérablement les patriotes dans leur action.

Le Colonel de Larminat, dès son arrivée, commençait à s'adresser par la radio aux Français d'A.E.F. à qui il demandait de se rallier aux forces du Général de Gaulle.

(1) *Il s'agit de MM. Malbrant, Acs, Bégou, Géraud, Chambon, Colsenet, Prieur, Soubirou-Pouey et Neau.*

(2) Voir en fin d'article le texte de l'appel et la liste des signatures.

Les patriotes auraient, dès cet instant, voulu qu'un mouvement populaire emportât la décision. La grande masse de la population de Brazzaville était mûre et n'attendait qu'un mot d'ordre. De plus le temps pressait car un bataillon de Sara — celui justement du Commandant Delange — devait quitter Brazzaville aux fins de démobilisation conformément aux stipulations des Armistices. Il était nécessaire de prendre contact d'urgence avec le délégué du Général de Gaulle. Le Médecin Général Sicé proposa de passer à Léopoldville, mais la surveillance que le Général Husson faisait exercer sur lui ne lui laissait aucune liberté d'action.

Le 20 juillet, le Médecin-Lieutenant Coupigny essaie de passer, mais se fait arrêter par une patrouille au moment où il s'apprête à franchir le Congo dans une pirogue de pêcheur.

Le 21, M. Perlstein, Adjoint principal des Services Civils, réussit à passer. Il est porteur d'un pli que le Docteur Malbrant lui a remis de la part du Général Sicé et d'un rapport de M. Géraud. Ces deux lettres sont destinées au Colonel de Larminat. M. Perlstein s'acquitte de sa mission. La liaison est assurée. Et le délégué du Général de Gaulle, qui avait déjà reçu diverses personnalités du commerce local, et notamment MM. Gérard et Balme, avait dès l'instant, tout les éléments lui permettant de juger de l'opportunité du mouvement. En effet, renseigné déjà sur les chances de succès d'un mouvement militaire à Brazzaville, il était enfin fixé sur l'accueil que la population ferait au nouveau régime et, sur les appuis qu'il pourrait y trouver éventuellement pendant le mouvement et surtout après, au moment de la remise sur pied de guerre de la colonie.

Le rapport de l'Administrateur Géraud donnait notamment tous renseignements sur les possibilités de ralliement du Moyen-Congo et énumérait les éléments favorables au mouvement.

C'est ainsi qu'il y était rendu compte de l'état des services du chef-lieu et de la certitude que nous avions de conserver une armature largement suffisante pour que reprenne immédiatement la vie administrative de la colonie entière. Le remplacement de certains chefs de services nettement hostiles au mouvement était prévu.

Dans ce même rapport des assurances étaient données quant aux départements du Moyen-Congo. M. Ciavaldini était en effet venu à Brazzaville au début du mois d'août et un plan avait été arrêté qui prévoyait que dès l'annonce du mouvement, cet Administrateur se chargeait de surveiller le ralliement des départements de tout le haut Moyen-Congo et intervenait si besoin était. Quant à Pointe-Noire, le remplacement du chef de Département, dont les opinions vichystes étaient bien connues, était prévu dès le premier jour du ralliement.

Dans cette même lettre, M. Géraud donnait également des renseignements précieux sur l'état d'esprit de certains Administrateurs de l'Oubangui-Chari et du Gabon.

Le Colonel de Larminat assuré de la réussite prochaine du plan de ralliement élaboré par les patriotes de Brazzaville pouvait donc prendre toutes ses dispositions

Et ce fait est d'une importance capitale. En effet, les délégués du Général de Gaulle ne voulaient agir qu'à coup sûr et le ralliement de la capitale de l'A.E.F. devait, dans leur esprit, sanctionner sinon déterminer les autres ralliements. Les hésitations qui se firent jour à cette époque (voir passage sur le ralliement du Tchad) sont significatives de cet état d'esprit. Un ralliement du Tchad et du Cameroun sans les autres colonies du groupe asfien (Oubangui-Chari, Gabon et surtout le Moyen-Congo et Brazzaville avec tous ses services administratifs centraux) eut été peu avantageux et même présentait des dangers réels, les positions du Tchad risquant d'être prises à revers, de l'intérieur même de l'A.E.F., si bien desservie par un excellent port, Pointe-Noire, une voie ferrée, un bon réseau routier et un ensemble de voies fluviales unique au monde.

Nous ne saurions trop insister sur ce point — et j'espère que nos camarades du Tchad ne nous en voudront pas : l'action des patriotes de Brazzaville fut déterminante car c'est du jour de leur ralliement que date l'intégration définitive de toute l'A.E.F. dans la France Libre.

La suite des événements en constituerait d'ailleurs — et s'il en était encore besoin — une preuve éclatante. En effet, le Colonel de Larminat, dès réception du rapport de M. Géraud et de la lettre du général Sicé, cherche à voir ce dernier. Et il lui demande de passer, la nuit même à Léopoldville. "*Il serait très nécessaire que vous veniez me voir cette nuit avant trois heures du matin*" lui écrit-il. On est le 21 ; un hydravion part pour Lagos le 22 à 4 heures du matin et *cet hydravion doit emmener, si tout est prêt à Brazzaville, le Commandant Colonna d'Ornano.*

Aussitôt tout est mis en œuvre pour faire passer le Général Sicé au nez et à la barbe des postes gardant le fleuve. Au cours d'une réunion chez M. Géraud, à laquelle assistaient le Commandant Roguê, les lieutenants de Boissoudy et Coupigny, le Médecin Colonel Jeansotte vient annoncer que le Général Sicé trop surveillé ne peut passer. Le Commandant Roguê se disposait à traverser quand arriva le Commandant Delange, prévenu par le Général Sicé des difficultés rencontrées. Le Commandant Delange passa le même jour (le 21) à 20 heures malgré le barrage de sentinelles.

Il s'embarqua au beach de la Briqueterie dans une vedette venue spécialement de Léopoldville pour le chercher. Il revint dans le courant de la nuit. Ce passage se fit sans encombre grâce à la complicité de nombreux patriotes et notamment de M. Thomas, Adjoint technique des T.P., dont la flotille de balisage était amarrée en cet endroit retiré des bords du fleuve.

Et le Colonel de Larminat ayant reçu du Commandant Delange l'assurance que le coup de force serait tenté avant le 31 Août, (jour du départ du vapeur fluvial emmenant le bataillon Sara démobilisé), *décide d'envoyer à Lagos le commandant d'Ornano chargé de rendre compte à M. Pléven de l'attitude de Brazzaville.* D'Ornano prend le même jour (le 22 à 4 heures du matin) l'hydravion pour Lagos.

M. Perlstein avait rapporté de Léopoldville le 21 Août, en même temps que la lettre adressée au Médecin Général Sicé, un message destiné au Général Husson. Nous n'avons pas eu en main ce message mais son contenu ne dut guère convenir au Gouverneur Général, car la surveillance fut renforcée. Les promoteurs déclarés du mouvement étaient espionnés jour et nuit ; ce qui n'empêcha pas les tracts du Colonel de Larminat de circuler largement dans la ville. Le premier paquet de tracts fut apporté par M. Neau et aussitôt distribué.

Et presque chaque jour, malgré la surveillance de la police les paquets de tracts passèrent amenés de Léopodville par MM. Gérard, Neau, Wary, Golliard, Daudin, Massé. Nombreux, furent les paquets qui arrivèrent en pleine nuit grâce au hors-bord de M. Wary (actuellement prisonnier des Italiens en Libye) et qu'allait chercher à la nage, au nez des sentinelles, le bon camarade Golliard. Aussitôt répartis, les tracts étaient distribués à Brazzaville et quelle joie parmi les Français de recevoir enfin ces bouts de papiers qui nous parlaient de la France, de la vraie France qui n'avait jamais renoncé.

La basse police, aiguillonnée par les bas policiers du bureau des Affaires politiques, redoubla d'activité. Dans leurs tristes officines de trahison et de délation, le lamentable Husson et ses chefs de services vichystes, remplis de rage et de peur, décidèrent des mutations parmi les fonctionnaires jugés trop "excités". Nous ne citerons qu'un seul de ces cas en raison de son caractère particulièrement lâche et cruel : M. Bégou descendu depuis peu de Bangui où il avait failli mourir d'une affection coloniale contractée en service commandé et aggravée par de longs séjours antérieurs en A.E.F. se remettait lentement à Brazzaville où il exerçait les fonctions de contrôleur des contributions directes. On décida de l'envoyer à Impfondo, poste de brousse où le climat et le travail actif qui lui aurait été demandé eussent certainement occasionné une rechute probablement mortelle. D'autres décisions, pareillement injustes, furent prises à ce moment ; et seule la rapidité avec laquelle se déroulèrent les événements, empêcha les tristes valets d'Hitler de réaliser leurs ignobles intentions à l'égard de tous ces Français coupables du seul "délit d'espérance".

Cependant le bataillon du Commandant Delange était désarmé et son chef prié de cesser toutes relations avec les officiers et les sous-officiers en attendant son envoi dans une autre colonie. Deux distributeurs de tracts, MM. Droux et Fix, lâchement dénoncés, se voyaient poursuivis, *mais on n'osa pas encore les écrouer.*

Quelques jours passent. Un mot d'ordre circule parmi les milieux gaullistes : " Attendez, patientez. Le ralliement du Tchad sera le signal du mouvement ".

Mais les patriotes s'impatientent. La situation devient de plus en plus tendue ; l'administration vichyste de plus en plus menaçante.

Et le 27 août, au matin, c'est la grande nouvelle. Nous étions quelques-uns dans le bureau de M. Malbrant quand M. Géraud s'encadra dans la porte : " Messieurs, dit-il, grave et un peu oppressé, le Tchad s'est rallié hier au Général de Gaulle ". Une indicible émotion nous étreignait la gorge... Il continuait : " Le Colonel de Larminat a demandé une entrevue au Général Husson qui a refusé. La troupe occupe la ville. Attendons ".

Le jour même, les communications avec le Congo Belge étaient interrompues ; des troupes étaient disposées sur tous les points stratégiques et tout le long de la rive du Stanley-Pool, ce qui n'empêcha pas le dernier paquet de tracts de passer et d'être distribué aussitôt. Une réunion comprenant des civils a lieu chez le Commandant Delange

Parlant le même jour au micro, le Général Husson annonçait qu'il n'avait pas l'intention de se rallier au Général de Gaulle. Il soutenait qu'il restait le chef de la Colonie et ne traiterait pas avec des gens sans mandat.

L'aube du 28 août apporta aux Brazzavillois la nouvelle du débarquement du Colonel Leclerc à Douala et du ralliement du Cameroun.

Vers huit heures, le médecin-Lieutenant Coupigny vient annoncer à M. Géraud que tout était prêt pour le matin à 10 heures 30. Les dispositions sont prises pour une manifestation de la population civile devant le Palais du Gouvernement. Une liste de noms est prête : celle des patriotes civils qui depuis plusieurs jours déjà s'étaient offerts, très simplement, pour prendre les armes aux côtés du Commandant Delange.

Nous ne redirons pas ce que fut cette journée de révolution qui restera dans la mémoire de leurs acteurs et spectateurs comme l'une des plus pures manifestations de la " discipline populaire française ". Nous l'avons relatée en détail dans l'un de nos numéros précédents (1) et chacun des officiers, sous-officiers et soldats qui y prirent part, y sont nommés ; chacun des faits qui ont caractérisé ce jour y est situé dans son cadre naturel et dans son atmosphère.

Qu'il nous suffise de rappeler que le mouvement fut irrésistible et que, né dans l'enthousiasme, il sut si bien s'imposer que les autorités n'osèrent aller contre la volonté populaire *et ne donnèrent pas l'ordre de tirer.*

A 10 heures, l'Etat-Major est occupé par la troupe du Commandant Delange, ainsi que le camp militaire du Tchad. Un barrage de mitrailleuses est établi à l'entrée du quartier militaire, au débouché du pont. Dans le même temps, Husson et quelques uns de ses chefs de service se retirent dans le Palais du Gouvernement qu'occupe la garde régionale restée — pour bien peu d'heures — fidèle au Gouvernement. Vers midi, plusieurs détachements se présentent devant le Palais, commandés par Delange et les lieutenants Rougé, Coupigny, de Boissoudy et de nombreux sous-officiers. Quelques ordres brefs " Miliciens, rendez-vous ". Une minute de silence angoissante. La rafale attendue ne vient pas. La guerre civile est évitée. Le sang français ne coulera pas.

Enfin, à 12 H. 30, le Général Husson est arrêté et conduit aussitôt au Congo Belge pour y être embarqué à destination de Lisbonne.

Et vers 15 heures, le même jour, une vedette battant pavillon à croix de Lorraine allait chercher à Léopoldville le Colonel de Larminat, lequel, quelques instants plus tard, faisait son entrée dans Brazzaville encore sous les armes et qui n'avait payé d'aucune goutte de sang la joie de se sentir de nouveau libre et de nouveau dans la guerre, celle de la libération.

(1) *France d'Abord n° 3 — la " rébellion libératrice ".*

Tout ceci est maintenant de l'histoire. Nous n'y reviendrons pas. " Coup de force militaire ", a dit la radio de Vichy. Certes à Brazzaville, par la force des choses. Car la décision n'y pouvait rester qu'aux baïonnettes en raison de l'attitude délibérément hostile du Gouverneur Général. Nous croyons, par ailleurs, avoir suffisemment démontré le caractère vraiment populaire de cette révolution où nous voyons à tous moments et en tous lieux, aussi bien au Tchad, qu'au Cameroun et à Brazzaville, militaires et civils fraterniser, échafauder des plans, faire des réunions, prendre des résolutions, et démontrer ainsi aux yeux de tous par leur accord, leur spontanéité, leur sincérité le caractère vraiment national et profondément populaire de leurs aspirations.

A Brazzaville même, où s'est affirmé le plus le caractère révolutionnaire du mouvement — puisqu'une guerre civile manqua de peu d'y éclater — de nombreux civils étaient prêts à se battre ou se trouvèrent mêlés plus ou moins à la troupe. C'est Malbrant qui va de l'Etat-Major au Gouvernement Général et à l'hôtel de l'Air pour y prendre des ordres ou transmettre des messages ; c'est Golliard, Daudin et l'Adjoint principal Bégou qui, fusil en main, tiennent un barrage près du camp militaire ; c'est Guillonneau, comptable au C.F.C.O. qui va d'un point à l'autre à 100 à l'heure avec sa vieille Ford, cherchant à se rendre utile, partout ; c'est de Segrais, (tué depuis en Syrie) et l'Administrateur Adjoint Titaux qui transportent dans leurs voitures les officiers commandant les détachements ; c'est Droux et Thomas qui, derrière la troupe du Lieutenant Rougé attaquant par la rue Liotard, attendent l'action, le cœur débordant. Et nous n'aurons garde d'oublier Genty et Goury qui mirent à notre disposition leur ligne téléphonique spéciale (par cable fluvial) afin de prévenir le colonel de Larminat de la marche des événements ; et Papon et ses camarades qui de leur poste de T.S.F. nous renseignaient au fur et à mesure, et transmettaient en secret nos messages ; et Beaudenuit et Escande, et Coussieu (tué depuis en Syrie) prêts à intervenir les armes à la main, sans omettre Boileau et Ribes, ce dernier décédé depuis en service, qui mirent le poste du Radio-Club à la disposition du médecin-commandant Bizien ; et les Français habitant Léopoldville qui, groupés autour du Docteur Staub, attendaient le signal pour agir. Et combien d'autres que nous ne connûmes pas ; qui eurent certainement leur rôle grand ou petit. Mais y a-t-il, dans de telles circonstances, de petits rôles, et les mérites ne sont-ils pas égaux, de ceux qui étaient prêts à mourir ?

Et c'est bien cette atmosphère de révolution qui caractérise cette journée extraordinaire, qui n'a pu être que grâce à la volonté souveraine du peuple et qui restera dans les annales de l'Empire Français et dans l'Histoire de France comme une des preuves les plus hautes de la grandeur impérissable de notre pays.

▪▪▪

Dans le corps de cet article beaucoup de noms n'ont pu être cités. Et pourtant, qui dira tous les dévouements anonymes qui permirent ces journées : les " trois glorieuses ". Partout, au Tchad, au Cameroun, au Moyen-Congo, en Oubangui, au Gabon, les volontés étaient tendues, les coeurs débordaient d'esprit de sacrifice et tous attendaient le jour où ils pourraient se libérer dans un geste d'amour, irrésistible et vainqueur.

Et ces hommes, tous modestes fonctionnaires ou petits colons, jeunes officiers ou sous-officiers, hommes simples et droits continuent maintenant leur travail obscur et magnifique ; tous à leur postes, soit au combat, soit à l'arrière, attendant le combat, déjà dans le combat. Ils sont des hommes du peuple et ils sont fiers d'eux-mêmes car ce n'est pas rien d'avoir, par leur décision héroïque, par leur victoire sur eux mêmes, permis à leurs chefs de dire "non" à l'ennemi et à ses collaborateurs et d'avoir donné au Général de Gaulle de la terre française.

Un de nos bons Compagnons mort en Service reçoit la Croix de la Libération

Extrait du " *JOURNAL OFFICIEL* " du 1er Septembre 1942 :

" **Par décret en date du 25 Juin 1942, le Général de Gaulle, Chef des Français Libres, a décerné la Croix de la Libération à titre posthume, au capitaine Louis OUBRE, (+) pour le motif suivant :**

" Français animé d'un patriotisme ardent et éclairé ; a pris une part active au ralliement de l'Afrique Équatoriale Française en Août 1940. Mobilisé sur sa demande, volontaire pour le corps expéditionnaire de l'Afrique Française Libre, a assuré le Commandement du territoire et des troupes de la région de *KRIBI* jusqu'à épuisement de ses forces.

" Il appartenait à la poignée d'hommes qui, refusant d'accepter la défaite et prenant les risques personnels les plus grands, ont permis la libération de l'Afrique Équatoriale Française. Mort à la peine après une carrière consacrée tout entière à la France et à l'Empire Français. "

(+) *Louis Oubre, adjoint principal des Services Civils des Colonies, Capitaine de réserve, a joué dans le mouvement militaire du 28 août à Brazzaville, un rôle de premier plan, en occupant le Camp Militaire du Tchad et en neutralisant l'action possible d'un bataillon non encore rallié.*

Le mérite de ces hommes, de ces humbles, devait être souligné, car, avec tous ceux qui passèrent la Manche pour venir se ranger sous les plis du drapeau à croix de Lorraine, ils sont en quelque sorte des pionniers, les "Pionniers de la Libération."

Nous ne reviendrons pas sur les conséquences du ralliement des colonies africaines. Elles sont, maintenant, connues de tous. Le monde entier et même nos ennemis — ont reconnu l'importance de l'apport de l'Afrique Française Combattante dans la guerre mondiale.

Le Comité National Français, dans un message à l'Afrique française a, au nom de la Nation exprimé la gratitude de tous les Français à ceux "qui, les 26, 27 et 28 août 1940, ont librement choisi le chemin de l'honneur et du sacrifice."

Et c'est bien là le plus bel hommage que notre Patrie malheureuse pouvait rendre à notre Afrique Equatoriale si longtemps oubliée ; c'est bien là la plus belle récompense que pouvaient attendre tous les braves Français qui, les premiers, par leur geste d'amour et de foi, "rendirent l'espoir à la France".

Texte de l'appel de la Ligue Patriotique pour la Liberté et l'Honneur

Brazzaville, le 8 Août 1940.

Monsieur le Gouverneur Général

Un groupe de Français envisage la constitution en A.E.F. d'une ligue prenant le nom de :

" Ligue Patriotique pour la Liberté et l'Honneur "dont le but sera de grouper autour du chef de la colonie les Français de l'A.E.F. dans un même élan pour le maintien de la France et de son Empire dans leur intégrité et dans le respect des conceptions de Liberté et l'Honneur qui ont toujours guidé l'Ame Française.

Dans le cas où vous voudriez bien donner votre accord de principe à ce projet, les statuts de la Ligue vous seront adressés pour approbation dès après les premières réunions constitutives.

Veuillez agréer, Monsieur le Gouverneur Général, l'assurance de notre dévouement déférent.

Suivent les signatures : Acs — Bégou — Papon — Malbrant — Tombois — Spelle — Droux — Perlstein — Valade — Géraud — Bruce le — Mariadassou — Rouquette — Bessières (C.F.C.O.) — Taillade — Prieur — Thomas — Billard — Lorton — Primé — Titaux — Ballue — Chambon — Marqueyssat — Beaudenuit — Caprice — Guilbert — Comtat — Delannoy — Neau — Jury — Dupuy — Dupuy (T.P.) — Puytorac — Maris — Xatxu — Duhamel — Brandt — Costet — Gallais — Escande — Lallouette — Evêque — Aubard — Lacrouts — Soustre — Maestracci — Raclos — Cappé — David — Pierlovisi — Wilbert — Guillonneau — Muller — Ciavaldini (P.T.T.) — Dupart — Guinard — Pinelli (Services civils) — Langle — Gotard — Hyot — Cognet — Le Layec — Drogué — Coussieu — Betbeder — Escande (Tribunal) — Rousseau — Marty — Darras — Maguet — Cinq signatures illisibles.

En raison de la surveillance dont était l'objet le délégué faisant circuler l'appel de nombreux patriotes, dont nous connaissions pourtant les sentiments, n'ont pu être touchés à temps et leur signature ne figure donc pas au bas de l'appel. Parmi eux M. Colsenet fit parvenir son adhésion par lettre particulière.

Note de la rédaction : les ralliements qui ont suivi ceux du Tchad, du Cameroun et de Brazzaville (à savoir ceux du Moyen-Congo, de l'Oubangui-Chari et du Gabon) feront l'objet d'une série d'articles documentaires qui seront publiés dans nos prochains numéros.

Le commandant d'Ornano, que l'on voit à droite coiffé d'un képi, s'entretient à Brazzaville avec le commandant Delange.

Le Médecin-Général-Inspecteur Sicé

Le Général de Larminat et le Lt.-Colonel Parant

LES HOMMES de la " RÉBELLION LIBÉRATRICE "

CE mouvement de salut eut lieu sous l'impulsion de chefs, officiers ou gouverneurs, nommés Larminat, Eboué, Sicé, Leclerc, Marchand, d'Ornano, Delange Parant, Boislambert. Depuis cette date, d'Ornano et Parant sont morts pour la Patrie. Boislambert est détenu par les collaborateurs de l'ennemi. Mais les autres sont toujours à l'œuvre, secondés par une équipe admirable de discipline et de dévouement et suivis par une pure et magnifique jeunesse.

Général de GAULLE
26 Août 1941

LE GÉNÉRAL LECLERC

Imprimerie de *L'Avenir Colonial Belge*, Léopoldville-Est.

Le Propriétaire-gérant : Lucienne DROUX.